

# Abstract: Rome et Judée fr

## Des approches modernes concernant les questions de la perte de contrôle d'une force d'occupation - Rome et Judée

**Karoline Resch**

Les insurrections et la lutte contre celles-ci sont connues depuis l'origine des règnes. Ce qui est nouveau dans ce contexte est qu'on essaie maintenant de placer ces deux phénomènes d'une façon compréhensive dans un contexte social, économique et religieux. A cause de la situation actuelle en Iraq et en Afghanistan, le terme de « contre-insurrection » est utilisé plus intensément depuis quelques années dans la littérature spécialisée comme terminus technicus pour la lutte contre des insurrections de type « occidental » du 21<sup>e</sup> siècle. Rome fut une puissance d'occupation. Certes, l'élite juive s'adaptait le plus souvent à cette situation ; néanmoins, la plupart de la population ne pouvait pas trouver un avantage dans l'occupation romaine. Des mouvements de libération, surgis des expériences faites pendant l'occupation, sont en général difficiles à contrer. Une modification des conditions-cadre individuelles ne peut rien changer au fait de l'occupation. En cas de lutte couronnée de succès, comme en Malaisie, l'empire anglais pouvait supprimer les insurgés parce qu'il leur offrait l'indépendance. Ainsi, la question de légitimité n'était plus pertinente. Pour Rome, apparemment, un tel procédé ne fut pas imaginable. Rome aurait en effet dû envisager d'autres réponses à la question d'une maîtrise du mouvement d'insurrection. Pour la maîtrise de ce conflit il, aurait été important de reconnaître les causes de cette insurrection comme des problèmes politiques, sociaux et économiques - causes qui incitaient des parties de la population à soutenir les insurgés. Dans ce domaine, les Romains ont finalement échoué bien qu'ils essayèrent d'influencer les facteurs particuliers à chaque situation. Comme ils n'ont rien changé aux conditions de base de l'occupation militaire sans faire recours à des moyens culturels, sociaux, économiques ou idéologiques, ils pouvaient seulement contrôler ce mouvement d'insurrection dans la mesure où l'insurrection n'a pas éclaté ouvertement. Dans cette phase, on peut considérer la situation comme stable. La douleur causée par la suppression parmi la population ne fut pas encore suffisamment grande pour oser une insurrection ouverte. A cause de la concentration sur les éléments actifs du mouvement d'insurrection et la négligence des raisons de son soutien, la situation de sécurité restait précaire pour les Romains. Finalement, le système fut basculé par les préfets qui étaient jugés comme corruptibles et imprévisibles dans leur comportement. A cause de cela, la conviction qu'on pourrait tirer, à long terme, du profit plutôt de l'acceptation du règne romain que de son anéantissement, fut perturbée parmi de larges parties de la population et a finalement rendu possible une rupture ouverte. Le principe de limitation ne fut pas suivi. Une solution politique plus compréhensive aurait exigé un engagement beaucoup plus important de Rome en tant que position de pouvoir central. La problématique de base d'une application de concepts modernes pour des exemples historiques est donc aussi bien apparente dans le cas présent. Seulement une analyse différenciée des conditions historiques et règles supposées des concepts modernes ainsi qu'une détermination claire des conditions-cadre modifiées permettent une application correcte et, ainsi, efficace pour des époques éloignées.

